



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N° 2 | Mars 2023

LES GRANDS TOURNANTS EUROPÉENS DEPUIS 1945

  
Fondation Pierre du Bois  
pour l'histoire du temps présent

Gilles Grin\*

### Les grands tournants européens depuis 1945

#### Introduction

Le sentiment est général que le monde est aujourd'hui sens dessus dessous. Il existe une multitude de crises globales enchevêtrées. Comme le relève le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres : « Nous avons commencé l'année 2023 avec dans notre ligne de mire une convergence de défis jamais vue de notre vivant ». <sup>i</sup> Ce sentiment de crise est exacerbé sur le Vieux Continent malgré le fait que les Européens ont développé un système unique, à la fois du point de vue historique ainsi que par rapport au reste du monde, pour articuler les relations entre ses divers États respectifs et pour faire émerger un intérêt commun.

À l'heure où nous sommes submergés d'informations en continu, il semble utile de faire le point sur la situation globale et européenne d'une façon synthétique, en prenant un peu de hauteur historique. Nous avons choisi de remonter à 1945, année de fin de la Seconde Guerre mondiale.

Notre argument est que, dans l'Europe et le monde post-Seconde Guerre mondiale, on peut discerner trois grandes périodes : tout d'abord la période initiée en 1945-1950 (guerre froide et première époque de la construction européenne), ensuite la période initiée en 1989-1991 (époque post-guerre froide et développements d'une union politique limitée en Europe), enfin la période ayant débuté en 2022 (époque contemporaine) et dont l'élément le plus fort apparaît être la guerre d'agression de la Russie à l'encontre de l'Ukraine (même s'il y a de solides raisons d'argumenter que cette guerre a en réalité déjà débuté en 2014).

Le chancelier allemand Olaf Scholz débute son discours du 27 février 2022 devant le Bundestag par ces mots forts : « Le 24 février 2022 marque un changement d'époque dans l'histoire de notre continent. En attaquant l'Ukraine, le président russe a déclenché sur un coup de tête une guerre d'agression. Pour une seule raison : la liberté des Ukrainiennes et des Ukrainiens remet en cause son propre régime d'oppression. » <sup>ii</sup> Autrement dit, cet argument implique que l'Europe et le monde sont aujourd'hui au début d'une nouvelle ère historique caractérisée par le choc entre modèles politiques antagonistes.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

Vu la somme et l'importance des enjeux ainsi que les risques qu'encourt l'humanité, il est important de scruter avec soin les premiers signes de notre époque contemporaine : assiste-t-on à la naissance d'une ère de catastrophes ? La question est lancinante et interroge. Nous le savons, la réalité est complexe et il ne faut pas la dénaturer. En même temps, il est important de simplifier autant que faire se peut pour rendre intelligibles les traits saillants d'une époque, le fameux *Zeitgeist*. Dans ce papier qui se veut synthétique, et par définition incomplet, nous allons examiner successivement chacune des trois grandes périodes précitées avec la même grille d'analyse en six parties, à savoir le système politique et géopolitique global, la place de l'Europe dans ce dernier, la Pax Americana sur le continent, le système économique global, l'économique en Europe, enfin les développements de la construction européenne. Nous concluons avec quelques grandes leçons.

### *Période I : guerre froide et première époque de la construction européenne*

#### **Système politique et géopolitique global**

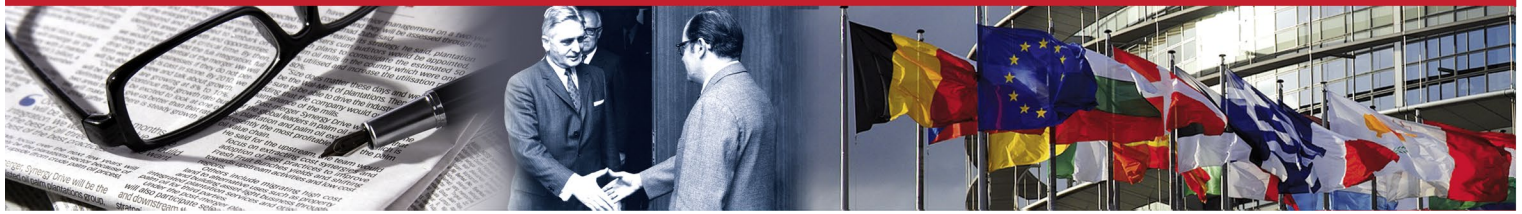
Un système d'équilibre bipolaire dans le monde, entre les États-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), s'impose dans les années suivant immédiatement la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cela se fait en l'absence de traités de paix avec les puissances vaincues, à la différence de l'après-Première Guerre mondiale. Les nouvelles institutions internationales alors créées sont soit paralysées par la rivalité systémique entre les deux superpuissances du monde (cas des Nations Unies), soit boycottées par un camp (institutions de Bretton Woods, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou GATT). Les lignes de séparation entre l'Est et l'Ouest sont relativement claires.

La dissuasion nucléaire et son principe de destruction mutuelle assurée garantit l'absence de conflits directs entre les superpuissances. Mais des alertes surviennent, comme la crise des missiles de Cuba en 1962, et des conflits par forces interposées se déploient à travers le monde. L'ère nucléaire est dangereuse et ne prévient pas tous les conflits.

Le mouvement de décolonisation est largement lancé par la fin de l'Empire britannique des Indes en 1947. Les années 1950, 1960 surtout et 1970 voient le gros de la décolonisation se réaliser. Sans entrer dans le débat sur la colonisation, ce grand mouvement de décolonisation touche un certain nombre d'États européens et marque un vaste reflux géostratégique global. Clairement, le mouvement le plus important découle du fait de la guerre froide qui divise le continent européen et fait perdre collectivement aux Européens la maîtrise de leur destin historique, désormais scellé par les Américains et les Soviétiques. La décolonisation, voulue d'ailleurs par les deux nouvelles superpuissances, ne fait que renforcer ce rétrécissement géopolitique majeur du continent européen.

#### **Place de l'Europe dans le système politique et géopolitique global**

Au sein du monde occidental, à partir des années 1950, un sous-système communautaire partiellement confédératif et partiellement fédératif voit le jour : ce sont les Communautés européennes. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) naît en 1952 tandis que la Communauté économique européenne (CEE ou marché commun) et la



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) sont créées en 1958 entre six pays d'Europe occidentale (Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). Ce mode de rapprochement entre États et peuples est sans précédent historique alors que l'Europe divisée en États rivaux avait dominé le système international durant environ cinq siècles.

Ce nouveau système s'impose en Europe occidentale au tournant des années 1960, notamment lorsque les Britanniques décident de demander leur adhésion aux Communautés européennes. La voie empruntée par le mouvement touche surtout l'intégration économique même si l'essence du projet est éminemment politique. Les grands objectifs des pères fondateurs sont la recherche de la paix, de la prospérité et de la liberté.

L'Europe de l'Ouest est intégrée dans le système occidental conduit par les États-Unis. Il n'existe pas d'autonomie stratégique européenne. Après l'échec du projet de Communauté européenne de défense (CED) en 1954, l'Allemagne fédérale est arrimée militairement à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Au sein de l'OTAN, il n'existe pas de véritable pilier européen uni. L'Est du continent est dominé par l'URSS qui lance en 1955 le Pacte de Varsovie, alliance militaire qui est le pendant oriental de l'OTAN.

### Pax Americana en Europe

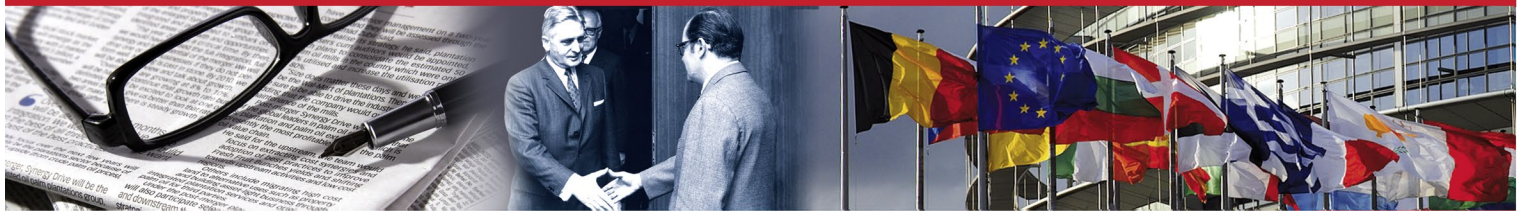
À la demande des Européens de l'Ouest, l'Alliance atlantique est créée en 1949 entre les États-Unis, le Canada et dix pays d'Europe occidentale. Une organisation militaire intégrée, l'OTAN, est mise en place dans la foulée. C'est un retournement historique majeur dans le sens que les États-Unis entrent pour la première dans une alliance militaire permanente, eux dont l'histoire depuis leur indépendance en 1783 était caractérisée précisément par ce refus. La Pax Americana est orientée contre le communisme et l'URSS. C'est le cas notamment en Europe occidentale.

C'est dans ce cadre d'un parapluie sécuritaire américain déployé au-dessus de l'Europe occidentale qu'on assiste au développement dès les années 1950 de l'Europe communautaire, mais sans la CED rejetée en 1954 par le Parlement français. Une division des tâches s'opère : l'OTAN a la charge de la sécurité, les Communautés européennes œuvrent à la prospérité et au rapprochement des peuples.

### Système économique global

Dans l'esprit de Kant et de Montesquieu, l'idée règne en Occident que le commerce adoucit les mœurs. Une grande leçon tirée des années 1930 est que le protectionnisme est un poison mortel. L'ordre international libéral de Bretton Woods initié par les Américains au sortir de la Seconde Guerre mondiale, caractérisé par l'établissement d'un système de taux de change fixes qui dure jusqu'en 1971 et par la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), lance une période de globalisation contemporaine. L'ordre occidental libéral et le développement simultané des États-providence se font écho. Cela est plus vrai encore en Europe qu'aux États-Unis. L'URSS et ses satellites coexistent dans une sorte de monde parallèle largement déconnecté en termes économiques.





## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

Les développements du néolibéralisme, assignant un rôle plus limité aux États par rapport aux marchés, entrent dans le champ politique à partir de la seconde moitié des années 1970. Ce mouvement est appuyé par une révolution de la pensée économique popularisée au cours des années précédentes. Une certaine remise en question des États-providence se développe depuis les années 1980.

Les limites naturelles de la planète sont longtemps ignorées de la politique et de l'économie. Cela revient à dire par exemple que l'eau, l'oxygène ou l'atmosphère n'ont aucune valeur car n'ayant pas un prix de marché. Le rapport du Club de Rome paraît en 1972. Il popularise les premières références aux « limites de la croissance ». L'idée nouvelle est que l'humanité ne peut pas se développer indéfiniment et ponctionner les ressources naturelles de la planète. Le rapport s'appuie sur un modèle quantitatif du monde prenant en compte sur le long terme cinq grandes tendances interconnectées : l'industrialisation, la croissance démographique, la malnutrition, l'épuisement des ressources non renouvelables et la détérioration de l'environnement.<sup>iii</sup> Mais cette nouvelle vision n'a pas d'effets concrets pendant longtemps.

### L'économie en Europe

Les Communautés européennes mettent en œuvre un modèle économique libéral, mais avec des exceptions comme la politique agricole commune. Les leçons de la grande dépression, qui a discrédité le libéralisme économique classique, sont encore dans les esprits. L'après-guerre est une période d'essor du keynésianisme, avec un rôle important pour l'action publique en économie qui se prolonge au cours des trente glorieuses, jusqu'en 1973.

La crise économique post-Seconde Guerre mondiale la plus grave d'alors survient dans les années 1970 et durant la première partie des années 1980. Elle est d'origine extra-européenne. Les chocs pétroliers ont un lien étroit avec la géopolitique mondiale. Avec l'arrivée au pouvoir du parti conservateur conduit par Margaret Thatcher, les politiques néolibérales sont lancées au Royaume-Uni à partir de 1979. On assiste ensuite à une propagation de ces politiques de redécouverte du marché, de dérégulation et de privatisations. Même la France socialiste du président François Mitterrand opte en 1983 pour le tournant de la rigueur et la politique du franc fort, prolongés par des réformes néolibérales à l'arrivée de la droite au gouvernement en 1986.

Le choc des doctrines économiques est visible à l'échelle de la Communauté européenne à partir de 1988, lorsqu'il est acquis que le programme d'achèvement du marché intérieur sera largement mis en œuvre d'ici la fin 1992, comme prévu. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et Margaret Thatcher, première ministre du Royaume-Uni, apparaissent comme les chefs de file de deux visions diamétralement différentes. Pour Delors, il faut prolonger le marché intérieur par des politiques communes, notamment en vue de réduire les écarts (politique régionale, politique sociale). Le marché n'est pas une finalité. La monnaie unique prolongera l'intégration économique et fera la jointure avec l'intégration politique. Les raisons de faire la monnaie unique sont largement politiques et prennent en compte l'environnement international de la Communauté. Pour Margaret Thatcher, le marché intérieur doit promouvoir le néolibéralisme et la dérégulation, il ne faut pas d'union économique et monétaire, ni d'union politique. Une dose modérée de méthode communautaire est acceptable pour promouvoir l'agenda libéral, mais il ne faut pas l'étendre au-delà de l'Acte unique européen. Thatcher voit la défense entièrement dans les mains de l'OTAN, donc avec une étroite implication des États-Unis en Europe.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

### Développements de la construction européenne

Des institutions de coopération interétatique sont créées entre 1945 et 1950, que l'on songe à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou au Conseil de l'Europe.

La méthode communautaire est initiée en Europe occidentale en 1950 par la Déclaration du 9 mai, conçue par Jean Monnet et endossée politiquement par le ministre français Robert Schuman. Mais elle se heurte au cours des années et des décennies suivantes à une forte résilience de la pratique intergouvernementale, largement portée par Charles de Gaulle puis par Margaret Thatcher.

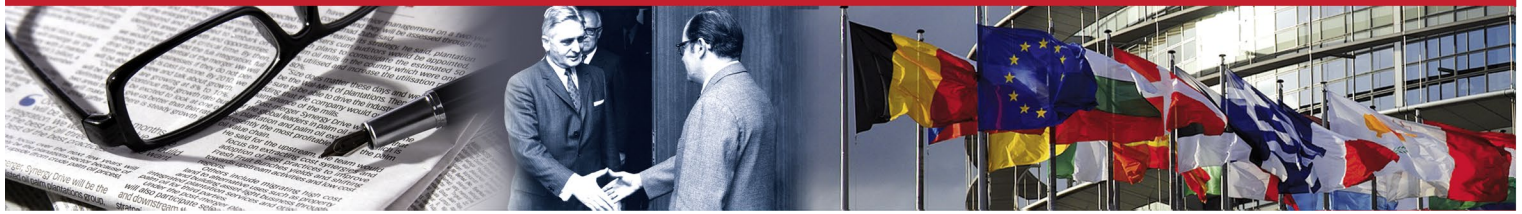
On peut définir la méthode communautaire développée dans les années 1950 comme la délégation et la mise en commun des pouvoirs souverains des États dans des domaines choisis collectivement en faveur d'une entité supranationale (les Communautés européennes) comprenant des institutions qui sont en mesure de dégager l'intérêt commun de l'ensemble. La méthode communautaire représente une sorte de fédéralisme atténué, autrement dit le fédéralisme du possible. Une institution, la Commission, a la mission première de faire émerger l'intérêt commun. C'est donc un mix confédératif-fédératif qui est établi dans l'Europe communautaire.

On assiste par la suite à des élargissements et approfondissements des Communautés européennes, ponctués de crises et de relances.<sup>iv</sup> Au total, l'Europe communautaire avance. Elle passe de six États fondateurs dans les années 1950 à douze à la fin de la guerre froide. Le marché commun est en voie de transformation en un marché intérieur plus intégré avec des politiques d'accompagnement plus fortes. Par l'extension de la libre circulation des personnes et le projet de faire disparaître les frontières intérieures entre États membres, le processus révèle une dimension politique et citoyenne croissante. Les communautaires se remettent aussi à parler sérieusement du projet d'intégration monétaire à partir de 1988.

### *Période II : époque post-guerre froide et développement d'une union politique limitée en Europe*

#### Système politique et géopolitique global

Après la fin de la guerre froide et l'éclatement de l'empire soviétique, le monde vit un moment unipolaire américain courant d'une guerre d'Irak à l'autre, de 1991 à 2003. On imagine pendant quelques années que le système onusien va devenir pleinement opératif. Certaines croyances initiales en la « fin de l'histoire » voient le jour, considérant que la victoire de la démocratie et de l'économie de marché projette l'humanité dans une période sans précédent de stabilité historique.<sup>v</sup>



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

Les illusions initiales des années 1990 se dissipent cependant progressivement à partir des années 2000. On assiste au développement et à l'accélération de nouvelles menaces globales comme le terrorisme, les États voyous, le délitement de certains États et la prolifération nucléaire. La Russie fait son retour dans le jeu géopolitique mondial dans les années 2000, après une faiblesse historique dans les années 1990. La Chine connaît un développement accéléré, en particulier après son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, et on assiste à l'émergence rapide de nouveaux pôles de puissance dans le monde. Tout cela va dans la direction du développement d'un système multipolaire.

L'ordre international libéral, avec ses organisations internationales et le droit international, qui semble triomphant à la fin de la guerre froide, est progressivement remis en cause. Selon une étude du magazine *The Economist* portant sur l'année 2021, moins de la moitié de la population mondiale vit en démocratie et seuls 21 États ont le statut de démocratie complète.<sup>vi</sup> Dans son étude sur la liberté dans le monde, Freedom House arrive à la conclusion que 20% de la population mondiale (42% des pays) vit en 2021 dans des pays libres, contre 46% encore en 2005. La part de la population vivant dans des pays non-libres est restée assez stable avec une évolution de 36 à 38% (29% des pays). En revanche, la part de la population vivant dans des pays partiellement libres a bondi de 18 à 42% (29% des pays).<sup>vii</sup> Le phénomène de rétrécissement du champ démocratique est clairement visible à l'échelle du monde. Il touche des domaines comme la concurrence équitable entre partis politiques, la liberté des médias et du monde universitaire, ainsi que celle des juges.

### Place de l'Europe dans le système politique et géopolitique global

1989 voit la chute du mur de Berlin ainsi que celle des régimes communistes en Europe de l'Est, qui s'effondrent comme des dominos avec l'aval de Moscou. 1990 est l'année de la réunification allemande dans le cadre occidental (OTAN, Communautés européennes).

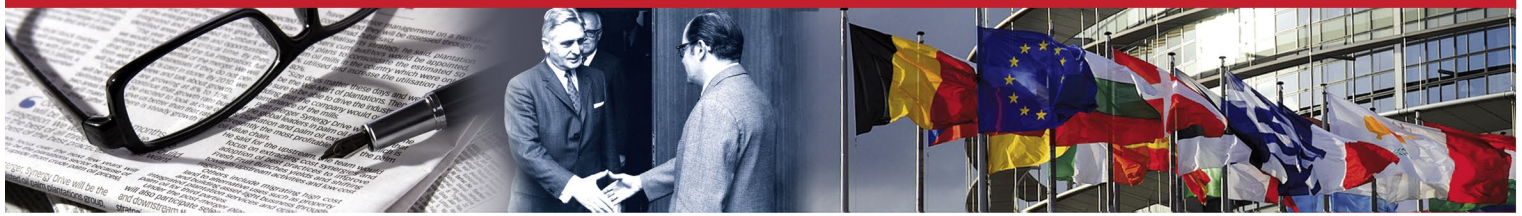
En 1991, on assiste à la disparition des institutions dominées par l'URSS (Pacte de Varsovie, Conseil d'assistance économique mutuelle ou CAEM) et à la dissolution de l'URSS remplacée par 15 États successeurs. C'est aussi le début des guerres dans l'ex-Yougoslavie qui durent une décennie et font 140'000 morts.<sup>viii</sup> La « non-Europe » en matière politique et militaire empêche la résolution du conflit par les seuls Européens. Ce n'est qu'à la suite de l'intervention américaine que le brasier peut être éteint, même s'il demeure encore des braises nationalistes dans l'ancienne patrie du maréchal Tito.

Concernant la place de l'Europe dans le système global, il n'existe pas d'autonomie stratégique européenne malgré le développement de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) à partir de 1993. La PESC représente le deuxième pilier (sur trois) de la nouvelle Union européenne établie par le traité de Maastricht, dont le cœur, c'est-à-dire le premier pilier, demeure les trois Communautés établies dans les années 1950. La défense de l'Europe continue de se faire par l'intermédiaire de l'OTAN et de la garantie de sécurité américaine.

### Pax Americana en Europe

Après la fin de la guerre froide, la Pax Americana est confirmée en Europe. Seule la France du président François Mitterrand l'a questionnée dans une certaine mesure. Cet ordre est étendu ensuite au centre et à l'est du continent. Les





## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

pays dorénavant libérés du joug soviétique aspirent à rejoindre l'OTAN pour garantir leur sécurité et l'UE pour asseoir leur prospérité et marquer leur retour dans la famille européenne. Les élargissements de l'UE, exigeants en termes juridiques, administratifs et économiques, suivent ceux de l'OTAN, le Conseil de l'Europe venant quant à lui en premier.

La tension est vive au moment de la seconde guerre d'Irak en 2003 entre certains pays européens conduits par la France, l'Allemagne et la Russie d'un côté, et de l'autre les États-Unis auxquels se sont ralliés d'autres pays européens comme le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie ou les pays d'Europe centrale et orientale. Ces divisions laissent des traces profondes durant plusieurs années. Avec la politique de pivot vers l'Asie introduite par l'administration Obama en 2011, l'Europe semble passer au second plan pour les États-Unis.<sup>ix</sup> Le président Trump, qui a une logique transactionnelle des relations internationales et semble mépriser le legs de l'histoire, va même jusqu'à qualifier l'UE d'« ennemie » et à prendre de lourdes sanctions commerciales à son encontre.

### Système économique global

La croyance se maintient, voire se développe au-delà de l'Occident, que le commerce adoucit les mœurs. Le cycle de négociations de l'Uruguay Round est bouclé en 1993 après sept ans de laborieuses négociations dans le cadre du GATT. Ce dernier devient l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. Mais son fonctionnement est toujours plus grippé. On peut parler d'une globalisation accélérée dans le sens de l'accroissement du nombre d'États membres de l'OMC, qui passe de 77 lors de sa création le 1<sup>er</sup> janvier 1995 à 164 depuis 2016.<sup>x</sup>

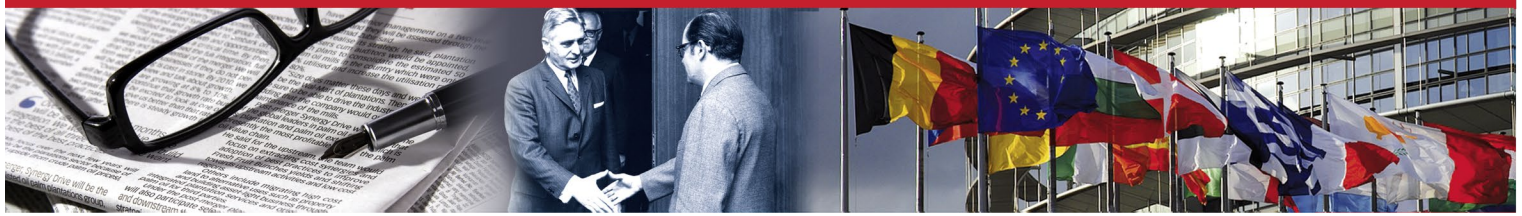
Le chemin vers le néolibéralisme s'accélère. L'essor du commerce international dope le PIB mondial. Des milliards de personnes dans les pays en développement s'extrait de la pauvreté extrême. La désindustrialisation des pays occidentaux s'accélère. Les inégalités explosent partout à travers le monde.

Les tensions entre les États-Unis et la Chine deviennent très fortes à partir de la présidence de Donald Trump aux États-Unis. La grande crise sanitaire de 2020 exacerbe encore les choses. On parle dès lors beaucoup en Europe et aux États-Unis de la nécessité de rapatrier certaines activités industrielles stratégiques et de diversifier les chaînes de valeurs.

La conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou sommet de Rio, se tient en 1992. Cet événement marque le développement progressif des consciences sur les atteintes faites à l'environnement et sur la nécessité de rendre le développement économique durable, c'est-à-dire compatible avec la santé de la planète.<sup>xi</sup> Mais ses effets demeurent très limités. En 2015 a lieu le sommet de Paris. Son grand objectif est de limiter le réchauffement climatique futur à 1.5 degré. La clarté de l'objectif s'impose, mais comment le rendre réalisable ? Les différentes COP successives ont de la peine à avancer et le temps presse toujours plus.

### L'économie en Europe

Le marché intérieur européen est en principe achevé à fin 1992. Un travail considérable a été accompli même si ce qui revient sur le métier peut faire penser au mythe de Sisyphe. Les nouveaux chantiers du marché intérieur visent à combler des lacunes législatives, mais surtout à bien faire fonctionner cette construction complexe. Il s'agit ensuite d'étendre le



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

marché intérieur, c'est-à-dire de faire les adaptations nécessaires aux développements technologiques et numériques ainsi qu'au défi de la durabilité.

Les interdépendances économiques entre la Russie et l'Occident sont alors bien vues, en particulier du côté de l'Allemagne à la recherche d'un approvisionnement énergétique abondant et économique. Le projet Nord Stream 1 est lancé en 1997. Sa mise en service effective se fait en 2012. Puis vient le tour du projet Nord Stream 2.<sup>xii</sup> L'idée fondamentale est toujours la même, à savoir que les échanges adoucissent les mœurs.

Dans le sillage de ses États membres, l'UE adopte un logiciel plus néolibéral dans les années 1990 et 2000. De grands projets de libéralisation sont mis en œuvre, comme dans les secteurs des transports, des télécommunications, du service postal ou de l'énergie. Les premières remises en question se font dans les années 2010. La Commission Juncker qui arrive aux affaires en 2014 se veut avant tout « politique ».

Une terrible crise économique et sociale ronge l'Europe entre 2008 et 2015. Il s'agit de la pire dans l'après-Seconde Guerre mondiale, ayant surpassé celle des années 1970 et du début des années 1980. L'euro, qui remplit pourtant parfaitement son rôle de maintien de la stabilité interne des prix depuis sa création en 1999, est vu comme menacé en 2010, en 2012 et en 2015. Une fois de plus, serait-on tenté de dire, il s'agit d'une crise globale, d'origine extra-européenne.

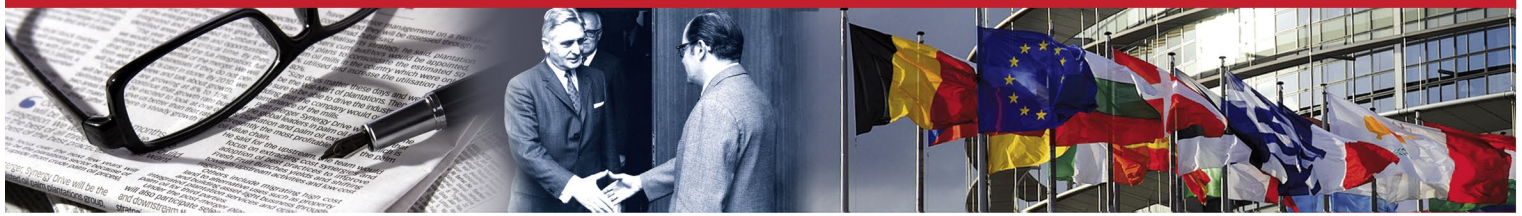
Dès 2020, la crise du coronavirus, la plus grave crise sanitaire en Europe depuis un siècle, engendre des effets économiques très importants, mais les États européens pratiquent des politiques très expansionnistes afin de préserver les outils de production pendant les temps de distanciation sociale. Conséquence : l'endettement public bondit. Avec la remontée des taux d'intérêt à laquelle on assiste, cela devient problématique pour l'avenir.

### Développements de la construction européenne

Le traité de Maastricht, signé en 1992 et entré en vigueur en 1993, établit l'Union européenne qui dorénavant englobe les Communautés européennes. Le projet de création de la monnaie unique est porté sur les fonts baptismaux et devient effectif à la fin de la décennie, en 1999. Une citoyenneté européenne, qui vient s'ajouter aux différentes nationalités des États membres, est créée. Elle est renforcée plus tard par la Charte des droits fondamentaux, qui devient partie intégrante du droit de l'Union en 2009. Les pouvoirs du Parlement européen ne cessent de se développer, faisant de l'Union un modèle toujours plus large de démocratie parlementaire. Les questions de contrôle des frontières extérieures, de migration, d'asile et de coopération judiciaire et policière sont de plus en plus traitées en commun. La diplomatie et les questions de défense restent des prérogatives nationales, mais les États membres de l'Union accroissent leur coopération en suivant la méthode de la collaboration intergouvernementale.

On note un essor de l'intergouvernemental pour l'union politique même si certains développements de type fédératif sont mis en œuvre (euro, citoyenneté, parlementarisation). La méthode de l'Union, définie par Angela Merkel lors d'un discours au Collège d'Europe de Bruges en novembre 2010, se veut une synthèse des pratiques existantes.<sup>xiii</sup> La capacité à prendre des décisions en commun et l'acceptabilité politique par les États membres des décisions prises deviennent ainsi des facteurs cruciaux. Devant le renforcement constant du Conseil européen, composé des chefs d'État ou de





## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

gouvernement des pays membres ainsi que du président de la Commission européenne, et doté depuis 2009 d'un président permanent remplaçant les présidences nationales tournantes d'une durée de six mois, le choix de la méthode proprement dite a ainsi tendance à passer au second plan.

Depuis les années 1990, on assiste au développement d'une Union européenne à la fois plus supranationale et plus intergouvernementale. C'est un apparent paradoxe. Plus les actions à développer en commun deviennent politiques, plus la question de la légitimité des décisions prises devient sensible. En même temps, la capacité des États à prendre individuellement des décisions et à les mettre en œuvre est sans cesse restreinte par les développements globaux.

Le débat est animé sur la primauté à accorder aux élargissements ou aux approfondissements de l'Union. Comment les concilier pratiquement est une question cruciale. Le nombre d'États membres de l'Union passe à quinze en 1995 avec l'adjonction des pays neutres que sont l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le grand élargissement vers l'Europe centrale et orientale, plus Chypre et Malte, a lieu en 2004, portant le nombre de membres à vingt-cinq. Suivent encore l'élargissement à la Bulgarie et à la Roumanie en 2007 et celui à la Croatie en 2013. Le premier départ de l'Union d'un État membre a lieu en 2020 avec le Brexit. L'UE est dorénavant constituée de 27 pays. La zone euro et l'espace Schengen s'élargissent aussi et se développent.

Dès 2005, à la suite de l'échec du traité établissant une constitution pour l'Europe, l'Union européenne entre à nouveau en crise et le « mille-feuille des crises » s'épaissit au cours des années suivantes, que l'on songe à la grave crise économique et financière de 2008, qui devient une crise des dettes souveraines et une crise de l'euro, et à leurs conséquences sociales dévastatrices, aux crises de légitimité touchant de nombreux États membres et, par effet de ricochet, l'UE elle-même, à la crise migratoire, au Brexit, à la crise du multilatéralisme et enfin à la crise du coronavirus. À la suite de cette crise, l'UE décide pour la première fois d'un endettement commun ainsi que du doublement temporaire de son budget.<sup>xiv</sup>

### *Période III : époque contemporaine*

#### **Système politique et géopolitique global**

Avec la guerre d'Ukraine caractérisée par l'invasion armée de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, la guerre interétatique fait son retour en Europe, une triste première depuis 1945. La Russie finit ainsi de s'affirmer comme un « empire », même si on peut en voir des prémices depuis 2008 avec la guerre en Géorgie et 2014 avec le véritable début de la guerre en Ukraine. Par « empire », on entend une « forme de communauté politique unissant des peuples différents autour d'un pouvoir central unique et ne dépendant d'aucun autre pouvoir, temporel et spirituel ».<sup>xv</sup> Dès lors, la Russie est largement vue en Occident comme ennemie. Des paquets successifs de sanctions sont décrétés à son encontre et l'Occident se met à armer puissamment l'Ukraine.

La Chine est à la fois partenaire, concurrente et rivale systémique de l'Union européenne. Elle est considérée comme la principale menace par les États-Unis depuis l'administration Trump. En cela, l'administration Biden ne se démarque



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

pas de sa prédécesseuse. Les demandes américaines à ses alliés européens de reprendre à leur compte un certain nombre de mesures à l'encontre de l'Empire du milieu pourraient contribuer à gripper les relations transatlantiques au cours des années et décennies à venir. La rivalité et l'animosité entre la Chine et les États-Unis doivent-elles être reprises à leur compte par les Européens ? Quel sera dans le monde de demain l'importance du concept d'Occident ? L'Europe pourrait-elle définir une troisième voie ?

On assiste à une hausse de l'influence chinoise sur la Russie. Plus la Russie s'affaiblira, plus cette influence croîtra. La vision stratégique commune d'une hostilité envers les systèmes démocratiques occidentaux unit les deux puissances. Taïwan représente une épée de Damoclès sur la sécurité en Asie. La Chine ne s'oppose pas à l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, mais elle ne fournit pas pour autant des armes à la Russie. On note le développement des livraisons de pétrole et de gaz russes à la Chine. Le commerce bilatéral entre les deux puissances augmente de 32% en 2022.<sup>xvi</sup>

Dans le monde occidental, on constate un accroissement de l'influence américaine en Europe. Cela se fait par les vecteurs de la sécurité et de l'énergie. L'OTAN, que beaucoup d'observateurs voyaient comme moribonde il y a quelques années, opère un spectaculaire retour au premier plan. Les exportations américaines de gaz naturel liquéfié à destination de l'Europe explosent.

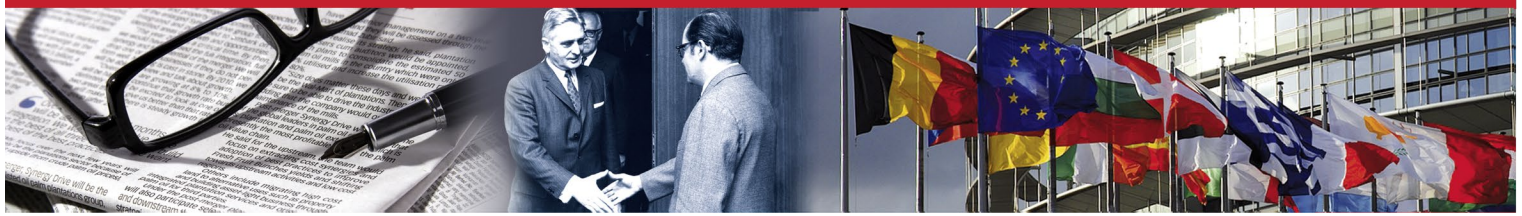
Le monde se meut vers un système multipolaire ou bipolaire (États-Unis, Chine). Il conviendra de voir la place qu'occuperont certains grands acteurs comme l'Inde, la Russie ou l'Europe dans le futur système international pour parler alors de multipolarité ou de bipolarité.

À fin 2022, neuf trains de sanctions de l'Union européenne envers la Russie ont été mis en place.<sup>xvii</sup> L'Occident apparaît plus isolé que par le passé, si l'on songe par exemple au cas de la non-reprise universelle des sanctions à l'encontre de la Russie ou aux rivalités géopolitiques sur le continent africain. Le magazine *The Economist* relève ainsi qu'environ deux tiers de la population mondiale vit dans des pays dont les gouvernements sont pro-russes ou du moins neutres.<sup>xviii</sup>

Un mouvement de réarmement massif et accéléré se fait, en Europe et ailleurs. En 2021, les dépenses militaires mondiales franchissent pour la première fois la barre des 2'000 milliards de dollars, représentant 2,2% du PIB mondial. Et les conséquences de la guerre d'Ukraine vont faire encore grimper ce chiffre. Les États-Unis demeurent largement en tête avec une quote-part de 38% du total mondial.<sup>xix</sup> Les remises en question de l'ordre international libéral devraient encore se renforcer dans un monde où l'usage de la force reste archi présent.

### Place de l'Europe dans le système politique et géopolitique global

Pour Joschka Fischer, ancien ministre allemand des affaires étrangères, la guerre d'Ukraine s'est enlisée en une guerre de position. Il analyse : « Une fois que les combats auront cessé, une grande partie de l'Europe de l'Est aura été dévastée, laissant derrière elle une haine profonde et indéfectible. Les armes finiront par se taire, mais il n'y aura pas de paix. »<sup>xx</sup> Il s'agit pour lui d'une situation de perdant pour le continent européen dans sa globalité et les risques d'instabilité en Russie seront réels.<sup>xxi</sup>



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

L'Europe gagnera-t-elle son autonomie stratégique ? Autrement dit, deviendra-t-elle une « Europe puissance » véritablement souveraine ? Quels instruments sont nécessaires à cela ? La guerre d'Ukraine semble pour le moins retarder cette perspective, elle qui remet au-devant de la scène l'OTAN que le président français Emmanuel Macron n'hésitait pas à considérer en état de « mort cérébrale » en 2019.<sup>xxii</sup>

Quels seront les effets à moyen et long terme du Brexit réalisé en 2020 ? En tout cas, ses effets économiques pour le Royaume-Uni apparaissent loin d'être indolores<sup>xxiii</sup> et une majorité de Britanniques regrette maintenant clairement le choix opéré lors du référendum de 2016.<sup>xxiv</sup> En termes géostratégiques, le Brexit représente un affaiblissement de l'Europe à moins que l'absence britannique des institutions de l'UE ne permette à cette dernière d'effectuer véritablement un saut qualitatif majeur sur le chemin d'une union politique plus aboutie.

### Pax Americana en Europe

La volonté transatlantique commune d'un réengagement américain en Europe est présente depuis 2021 et l'arrivée au pouvoir à Washington de l'administration Biden. Elle est encore renforcée par la guerre d'Ukraine. Il existe toujours des perspectives d'élargissement de l'OTAN et de l'UE. Cela crée un choc avec le modèle impérial de la Russie.

La politique trumpienne, au pouvoir de 2017 à 2021, se trouve aux antipodes de la vision atlantique traditionnelle. Pourrait-elle revenir au pouvoir, même sans Donald Trump ? Les Européens seraient-ils capables de faire face à un hypothétique désengagement américain ? C'est toute la question.

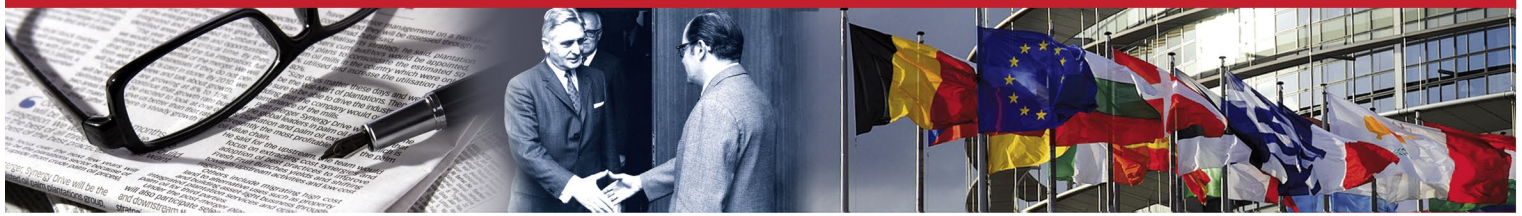
### Système économique global

Le néolibéralisme, la globalisation et l'idée que le commerce adoucit les mœurs sont partiellement remis en cause. La crise sanitaire du coronavirus et la guerre d'Ukraine entraînent l'essor des concepts d'autonomie stratégique, de souveraineté et de maîtrise des chaînes de valeur. La question de l'énergie devient cruciale. Assiste-t-on à un mouvement de développement d'États stratégiques ? Jusqu'où ira-t-on ?

Le fait que de grands ensembles mondiaux se fassent concurrence au moyen d'aides publiques diverses accroît fortement les risques de concurrence déloyale, mais aussi de gaspillage collectif de ressources et de surcapacités. La nouvelle loi américaine sur la réduction de l'inflation, qui entre en vigueur en 2022, vise notamment à relocaliser des industries sur le territoire américain, et la concurrence économique avec l'Europe est claire comme cette dernière en est tout à fait consciente.

Les États sociaux semblent voués à être questionnés, notamment du fait du vieillissement démographique et des questions de financement, d'autant plus après plusieurs crises ayant entraîné une explosion des déficits et de l'endettement publics. Le poids de ce dernier va croissant, avec les risques qui y sont associés. La dette publique mondiale représente 99% du PIB mondial en 2020, soit un niveau record. Dans les pays avancés économiquement, la dette publique est passée de 70% du PIB en 2007 à 124% en 2020.<sup>xxv</sup>





## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

L'économiste américain Nouriel Roubini analyse : « Aujourd'hui, nous avons le pire des années 1970, avec des chocs persistants sur l'offre, et le pire de la crise financière de 2008 car la dette est encore plus élevée qu'il y a quinze ans. Nous avons par-dessus le marché une dépression géopolitique comme dans les années 1930, avec un certain nombre de puissances qui remettent en question l'ordre établi par les États-Unis. En résumé : le pire des années 1930, des années 1970 et de 2008. »<sup>xxvi</sup>

En matière d'émissions carbone et de pertes de biodiversité, l'humanité se retrouve au pied du mur.<sup>xxvii</sup> La fragmentation de la gouvernance humaine sur la planète, tandis que les défis auxquels elle doit faire face sont véritablement globaux, apparaît comme un casse-tête insoluble. La grande difficulté des humains à relever les défis intergénérationnels, à pratiquer l'anticipation et à penser aux générations futures apparaît saisissante. La relation au temps elle-même semble s'être déformée sous l'emprise du règne de l'immédiateté. Nous ne pouvons pas dire que nous ne savions pas, et pourtant trop peu risque d'être fait trop tard.

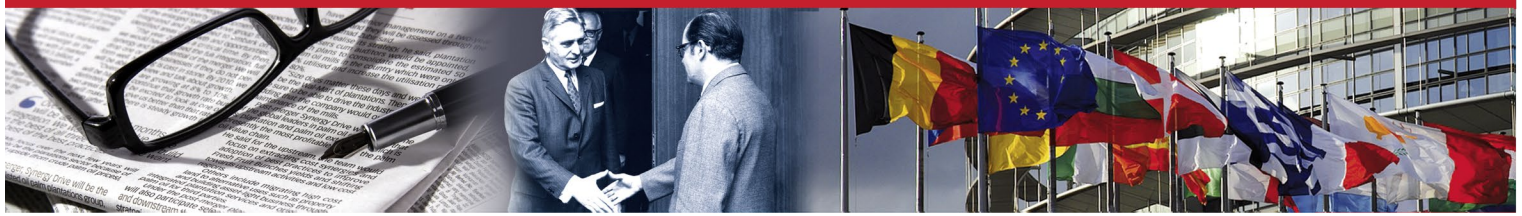
### L'économie en Europe

Les conséquences de la guerre d'Ukraine entraînent une grave crise énergétique à partir de 2022, avec à la clé un nouveau choc sur l'offre et un risque de stagflation. Les politiques macroéconomiques des pays européens pourraient redevenir plus restrictives comme c'est déjà le cas avec la politique monétaire. À la lancinante question de savoir quelles devraient être les limites des déficits et de l'endettement publics, il n'y a pas d'unité des visions au sein de la zone euro.

Le logiciel néolibéral est remis en cause dans l'UE. On semble se mouvoir vers une Union et des États stratégiques, aussi dans l'économie. Cela prolonge et renforce le trend apparu à la suite de la crise de la Covid-19. Les responsables européens évoquent des secteurs stratégiques dont l'Ancien Continent doit garder la maîtrise : matières premières stratégiques, qu'il convient de posséder ou pour lesquelles il faut avoir au moins des chaînes d'approvisionnement sûres et diversifiées, semi-conducteurs ainsi que certains équipements et produits médicaux.<sup>xxviii</sup>

À l'occasion des 60 ans du traité de l'Élysée, en janvier 2023, le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz plaident pour une Europe plus souveraine et plus géopolitique. Ils s'accordent sur le fait qu'il faille davantage investir dans les forces armées et dans l'industrie d'armement, qu'il faille diversifier l'approvisionnement de biens stratégiques et devenir le premier continent au monde qui soit climatiquement neutre. L'Europe se doit aussi de devenir un leader mondial en matière d'innovation et de production.<sup>xxix</sup>

Le défi pour l'Europe est immense en matière d'énergie. Les contrecoups des choix opérés au cours des années 1990 et 2000, qui ont conduit à une forte dépendance envers le gaz et le pétrole russes, sont lourds à digérer, en particulier par l'Allemagne. Pour des raisons politiques, les Européens sont collectivement revenus en arrière sur ce modèle précédemment promu par l'Allemagne. Les chiffres de la dépendance énergétique envers la Russie ont chuté depuis les premiers mois de 2022. Mais cela a un coût. La dépendance énergétique envers les États-Unis s'est accrue. Les Européens subissent des coûts de l'énergie plus élevés que les Américains, mais aussi que les Chinois. La question de l'énergie nucléaire est redevenue lancinante en Europe. Les États-Unis n'hésitent pas à s'accorder des avantages économiques indus au détriment des Européens lorsqu'il s'agit de promouvoir la réindustrialisation de leur pays. La



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

situation est fort inconfortable pour les Européens de dépendre des États-Unis pour leur sécurité et ultimement la survie de leurs sociétés, et en même temps de se trouver dans une sorte de guerre économique. Cela n'est certes pas nouveau, mais néanmoins difficile pour les Européens.

L'enjeu de la cohésion devient sans cesse plus important en Europe. Le sentiment est que cet aspect crucial du vivre-ensemble européen a été mal géré durant les années 2010. On a vu un gouffre s'élargir entre le Nord et le Sud suite aux conséquences de la crise de 2008. Pour d'autres questions, liées aux valeurs notamment, on perçoit un second gouffre, cette fois-ci plus entre l'Ouest et l'Est du continent. Le centre de gravité de l'UE se déplace toujours plus en direction de l'Est. La menace des forces centrifuges inquiète. La gestion de la crise sanitaire de 2020 et de la guerre d'Ukraine depuis 2022 a été vue comme positive à cet égard.

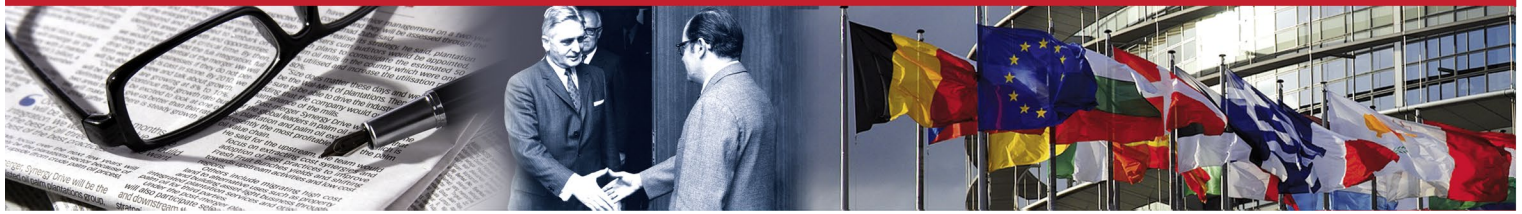
### Développements de la construction européenne

Dans l'Europe d'aujourd'hui, il est crucial de se demander dans quelle mesure les Européens voient la nécessité d'une action commune. Ensuite, le débat sur la méthode d'action reste fondamental. L'avenir fédéral de l'Europe est pour le moins incertain. La coordination intergouvernementale peut produire des résultats efficaces si la pression extérieure est suffisamment forte, comme on l'a vu avec la crise sanitaire de 2020 ou lorsqu'il s'est agi de répondre à l'invasion russe de l'Ukraine. Mais, au-delà, le risque de paralysie guette.

Le futur de l'État de droit est une question critique. Un fossé a été ouvert depuis les années 2000 par une série de remises en cause. Les plus sérieuses viennent de Hongrie. Le cas de la Pologne est aussi préoccupant, mais masqué par la guerre d'Ukraine. L'UE utilise maintenant des armes financières contre les récalcitrants au moyen du blocage de versements aux États concernés. On assiste sans doute à la fin d'une certaine naïveté européenne en la matière. Certains dirigeants cultivent une nostalgie conservatrice et tentent d'opposer le développement des droits individuels et l'idée d'une certaine tradition de l'organisation de la société. Les gouffres en la matière sont béants à l'échelle du globe, par exemple en ce qui concerne les droits des femmes, mais ces enjeux se présentent aussi en Europe où la Russie tente de présenter l'Occident comme décadent.

Va-t-on vers de nouveaux élargissements de l'UE ? Il y a actuellement huit États candidats. On assistera à une probable future « course » entre élargissements et approfondissements. Voilà un scénario classique dans l'histoire de la construction européenne. La nécessité plaide sur plusieurs plans pour les élargissements : reconnaître et respecter l'Européanité, éviter des trous géostratégiques en Europe où pourraient s'engouffrer des puissances comme la Russie, la Chine ou la Turquie, assurer les opportunités économiques liées à des élargissements vers des pays et régions moins développés. Mais il existe des risques réels à surmonter : affaiblissement des États de droit, accroissement du conflit sur les valeurs, phénomènes criminels et corruption, risque de blocage de l'Union du simple fait de l'augmentation des États membres si des décisions sont toujours prises à l'unanimité de ceux-ci, difficultés lancinantes de mieux financer l'UE pour lui permettre d'accomplir ses tâches, risques spécifiques (on sait par exemple que la Serbie est proche de la Russie et que la Turquie régresse démocratiquement et s'éloigne de l'Union).

Il faut des approfondissements préalables ou concomitants pour ne pas risquer de paralyser l'Union. On songe en premier à l'extension générale, ou quasi-générale, de la pratique du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil de



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

l'Union, rassemblant les ministres nationaux. Mais le Conseil européen joue un rôle souvent décisif et la pratique est de ne pas voter en son sein. Cela accroît les risques de blocage. Dans l'esprit de la méthode communautaire, il faudrait généraliser la prise de décision à la majorité qualifiée au sein du Conseil européen avec des garde-fous exercés par la Commission européenne, le Parlement européen et la Cour de justice. Le processus d'adhésion à l'UE pourrait aussi devenir plus progressif, avec des étapes. La possibilité d'évolution des traités européens en fonction des défis et nécessités devrait aussi être simplifiée.

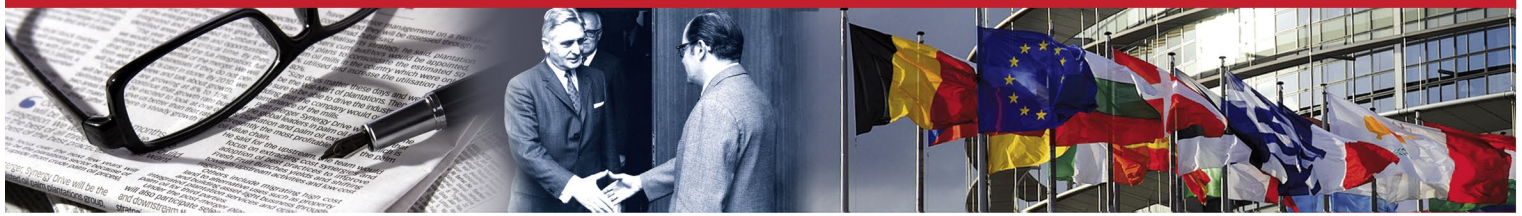
Pour l'ancien président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, la défense doit devenir une compétence de l'UE. Cela a deux implications pour lui : une prise des décisions à la majorité qualifiée des États membres et la réorganisation des marchés publics militaires. Cette dernière permettrait de disposer d'une gamme homogène d'équipements militaires et de faire une économie de 100 milliards d'euros. Il faudrait également selon l'ancien dirigeant européen passer à la majorité qualifiée en matière financière et fiscale.<sup>xxx</sup>

Des développements sont sans doute attendus en matière de géométrie variable, au sein de l'UE et peut-être entre cette dernière et la nouvelle Communauté politique européenne (CPE). Certains prônent depuis au moins une trentaine d'années le fait que les États ne doivent pas forcément tous avancer à la même vitesse, autrement dit que les États les plus lents (ou les États stationnaires) ne doivent pas bloquer le mouvement des États qui veulent progresser davantage et plus rapidement.<sup>xxx</sup> La pratique européenne a déjà acté ce fait dans certaines politiques communes. Le président français Emmanuel Macron déclare ainsi le 9 mai 2022 devant le Parlement européen : « [...] il ne faut pas non plus craindre la différenciation, les avant-gardes, elles ont toujours été fécondes pour le projet européen. Elles n'ont d'ailleurs jamais exclu, elles entraînent, et elles existent déjà de l'euro à Schengen. Mais je suis frappé ces dernières années, comme en quelque sorte la volonté de nous tenir à 27, nous interdit d'être plus ambitieux. »<sup>xxxii</sup>

La CPE, née à Prague le 6 octobre 2022 d'une proposition du président Macron au premier semestre 2022 alors que la France assurait la présidence du Conseil de l'UE, est une initiative intéressante pour réunir tous les Européens, excepté ceux qui se sont placés eux-mêmes à la marge, à savoir la Russie et le Bélarus. Le président Macron évoque sa proposition de la façon suivante : « Soyons clairs, l'Union européenne, compte tenu de son niveau d'intégration et d'ambition, ne peut pas être à court terme le seul moyen de structurer le continent européen. [...] comment organiser l'Europe d'un point de vue politique et plus large que l'Union européenne ? C'est notre obligation historique que d'y répondre aujourd'hui et de créer ce que je qualifierai aujourd'hui devant vous une « communauté politique européenne ». Cette organisation européenne nouvelle permettrait aux nations européennes démocratiques adhérant à notre socle de valeurs de trouver un nouvel espace de coopération politique, de sécurité, de coopération en matière énergétique, de transport, d'investissements, d'infrastructures, de circulation des personnes et en particulier de nos jeunes. La rejoindre ne préjugerait pas d'adhésions futures à l'Union européenne, forcément, comme elle ne serait pas non plus fermée à ceux qui ont quitté cette dernière. »<sup>xxxiii</sup>

À ce stade du moins, la CPE est purement intergouvernementale, sans véritables institutions communes. L'avenir dira si elle sera en mesure d'apporter des contributions dans des domaines d'intérêt mutuel comme la sécurité, l'énergie ou les migrations. La CPE est constituée de 44 États membres plus les deux présidents « exécutifs » de l'UE, à savoir le président du Conseil européen et la présidente de la Commission européenne. Parmi les 44 pays, on trouve les 27 États membres de l'UE. On note donc la place centrale de l'UE. Au-delà de celle-ci, on trouve encore 17 autres pays. Ces





## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

États sont disparates et représentent les sous-groupes suivants. Premièrement, cinq États occidentaux qui ne souhaitent pas appartenir à l'Union. Par ordre décroissant d'intégration économique, il y a trois niveaux : le niveau de l'Espace économique européen avec l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège ; le niveau « accords bilatéraux » avec la Suisse ; le niveau libre-échange avec le Royaume-Uni. Deuxièmement, la CPE inclut les États candidats à l'UE : huit dont le statut est reconnu par cette dernière (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Turquie, Ukraine) et deux pour lesquels cela n'est pas encore le cas (Géorgie, Kosovo). Troisièmement, la CPE compte deux autres États (Arménie, Azerbaïdjan).

Il est intéressant de noter que les pays européens, en créant une nouvelle entité, n'ont pas songé à utiliser comme « véhicule » le Conseil de l'Europe, constitué de 46 États à l'exclusion de la Russie et de la Biélorussie. Par rapport au Conseil de l'Europe, la CPE compte trois États de moins, à savoir les micros-États d'Andorre, de Monaco et de Saint-Marin. La CPE compte cependant en plus le Kosovo. On peine à voir une motivation de non-recours au Conseil de l'Europe par rapport à sa composition et à celle de la CPE. C'est sans doute la flexibilité de la CPE, la place cruciale de l'UE en son sein et la logique des cercles concentriques au-delà de l'UE et par rapport à elle, donc la capacité de l'UE à façonner la réalité future de ce que sera la CPE, qui sont les éléments déterminants. Cette marginalisation relative du Conseil de l'Europe montre clairement que les institutions clés de la nouvelle Europe sont l'UE et l'OTAN, sans doute appelées à coopérer plus étroitement encore à l'avenir.

Si on regarde la composition de la CPE à travers un autre prisme, on note que huit des quinze anciennes républiques de l'URSS en font partie, donc se trouvent dans cette communauté de valeurs que la Russie rejette. La seule alliée de la Russie dans ce cadre se trouve être le Bélarus (nous ne considérons pas ici les cinq dernières ex-républiques de l'URSS clairement au-delà de l'Europe). On distingue quatre cercles parmi ces huit anciennes républiques soviétiques. Premièrement, les États membres de l'UE (Estonie, Lettonie, Lituanie). Deuxièmement, les candidats à l'adhésion à l'UE dont la candidature est officiellement reconnue par celle-ci (Moldavie, Ukraine). L'existence de ce deuxième cercle depuis 2022 est la conséquence directe de la guerre en Ukraine. Le troisième cercle est constitué d'un pays candidat à l'adhésion à l'UE sans reconnaissance de ce statut par celle-ci (il s'agit de la Géorgie, qui dispose d'une « perspective européenne »). Le quatrième cercle est constitué de deux autres pays aux relations difficiles (Arménie, Azerbaïdjan). On peut noter que ces deux derniers cercles sont les plus éloignés géographiquement du cœur de l'Europe. Certains affirmeront même que la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne sont pas seulement aux confins de l'Europe mais ne s'y trouvent déjà plus en fait. La question de la définition de l'Européanité est des plus complexes, elle qui mêle des questions de géographie, d'histoire, de culture, de valeurs et d'identité.

Si on considère donc les quinze ex-républiques de l'URSS, en omettant les cinq clairement au-delà de l'Europe, on aboutit à ce score embarrassant pour la Russie de 8 contre 2. Dans les faits, l'empire russe disparu en 1917 a été reconstitué et poursuivi par l'URSS entre 1922 et 1991. Pour les marges européennes de l'empire russe, lorsqu'un choix est possible, c'est l'attrait de l'Europe qui prend le dessus. On pourrait dire que, entre occidentalisme et slavophilie, il n'y a pas d'hésitation. Même dans le cas de la Biélorussie, il faut rappeler que l'élection de 2020 a été volée par le pouvoir pro-russe en place. L'empire russe a été de fait, une nouvelle fois dans l'histoire, réduit dramatiquement par la fin de la guerre froide et ses conséquences, en plus de la perte des satellites en Europe de l'Est. Le contrecoup des événements révolutionnaires de 1989-1991 a été un affaissement majeur de la Russie au cours des années 1990. Dès les années 2000 et la présidence de Vladimir Poutine, la Russie renoue avec une volonté impériale toujours plus visible



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

au cours des ans. L'Ukraine apparaît être le point de fixation russe, le pivot géostratégique de l'Eurasie comme l'a relevé il y a un quart de siècle Zbigniew Brzezinski, académique américain et conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter.<sup>xxxiv</sup> Le tournant a lieu en 2014 avec la révolution de Maïdan, l'annexion unilatérale de la Crimée par la Russie et le début d'opérations spéciales dans l'est de l'Ukraine. L'attaque massive contre l'Ukraine le 24 février 2022 parachève cette évolution et représente un immense coup de tonnerre.

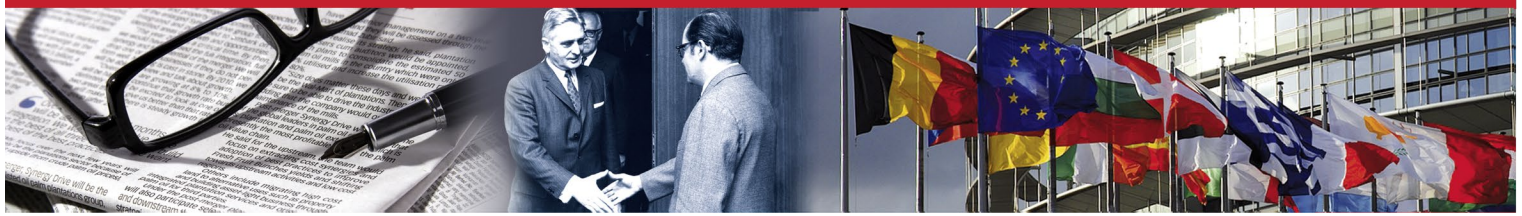
Un possible chemin de sortie des crises existe-t-il pour l'UE ? Voilà une question à laquelle il est très difficile de répondre tant le ciel apparaît chargé d'épais nuages. La crise actuelle que traverse l'UE depuis 2005 est une crise longue et multifactorielle, qui touche la légitimité politique des États et de leurs décideurs au premier chef en ayant des contrecoups sur elle, le tout dans un environnement international hostile. Cependant, il semble possible d'envisager cet apparent paradoxe que l'état de crise puisse demeurer à vue humaine, mais que l'UE se développera malgré tout. On le sait : les dimensions du développement incluent les élargissements (probables et, on peut l'argumenter, nécessaires) et les approfondissements (nécessaires dans certains domaines où il y a un besoin d'action collective et nécessaires du fait des élargissements, comme en matière de réformes institutionnelles).

La grande épée de Damoclès pour l'Europe devrait être la future politique américaine envers elle. La question cruciale que l'avenir tranchera sera de savoir si Donald Trump représente ou non une singularité en termes géopolitiques pour les États-Unis. En cas de scénario d'un retrait américain accéléré d'Europe, qui ne semble tout de même guère réaliste, ce serait comme si l'Europe était jetée à l'eau sans savoir nager. Cela représentera un grand danger, mais c'est un scénario impliquant un possible développement accéléré d'une Europe politique et de la défense. S'il n'y a pas de retrait américain, la constitution d'une forte entité européenne sera sans doute plus difficile et plus lente du fait que la nécessité sera perçue comme moins criante.

La question du niveau requis et de l'optimisation des dépenses des États européens pour la défense pourrait devenir importante à l'avenir et favoriser un renforcement européen. En effet, avec la crise des finances publiques de nombreux États européens, le traditionnel dilemme entre beurre (c'est-à-dire ici le maintien d'États providence forts) et canons (c'est-à-dire le renforcement de la capacité de défense des Européens) pourrait être repoussé par l'intégration. Autrement dit, l'intégration européenne permettrait de relâcher la contrainte du fameux dilemme entre beurre et canons.

## Conclusions

Jusqu'à récemment, l'UE a recouru à une logique largement économique et administrative (marché intérieur, politiques communes). L'euro n'a pas non plus été utilisé comme un véritable instrument stratégique. Or le monde a basculé progressivement depuis les années 2010. La montée en force des enjeux géopolitiques (avec par exemple le cas des velléités de la Turquie, de la Russie et de la Chine dans les Balkans) signifie une accélération du temps politique. L'UE semble s'en tirer relativement bien depuis l'an dernier dans les questions sécuritaires et énergétiques, tout comme cela a été le cas au cours de la crise du coronavirus malgré quelques hésitations initiales. Mais est-ce que cela fonctionnera dans le temps plus long et plus en profondeur ? L'UE reste largement intergouvernementale pour les grands enjeux politiques. Comment faire pour qu'élargissements et approfondissements puissent se renforcer mutuellement ? Le



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

politique, le géopolitique et l'économique sont étroitement interconnectés. On ne le dira jamais assez : notre monde est complexe et vit des évolutions accélérées.

Le populisme et le nationalisme sont importants dans l'Europe et le monde d'aujourd'hui. Cet état de fait n'est guère compatible avec des avancées de la construction européenne. La raison se voit attaquée par des sentiments et des émotions négatives, dont les idées promouvant le nationalisme et le retour à un monde hypothétique qui serait plus facilement compréhensible et gérable. La complexité est alors rejetée. Les risques de protectionnisme, le réarmement, la méfiance et les risques de guerre deviennent alors le corollaire du nationalisme comme Jean Monnet l'a parfaitement évoqué dans sa note de réflexion d'Alger remontant à août 1943, dans laquelle il réfléchit aux erreurs à ne pas commettre après la guerre et à ce que devrait être le futur ordre européen.<sup>xxxv</sup> Dans le cas de la Russie s'ajoute l'impérialisme et la volonté de revanche sur l'histoire savamment entretenue par le pouvoir en place.

Le monde va vivre des périodes dangereuses. Même la menace du recours à l'arme atomique est régulièrement évoquée par la Russie depuis le début de la guerre d'Ukraine. L'enjeu de la durabilité est quant à lui lancinant et ne va pas disparaître par enchantement. Alors que l'humanité devrait déployer toute son énergie et son intelligence collective pour faire face à une question existentielle pour elle, elle se voit divertie par de sombres miasmes du passé.

L'Union européenne semble de moins en moins être un modèle pour le futur ordre global au vu des évolutions de fond précitées, et cela est vraiment regrettable. Peut-être la césure à cet égard se trouve-t-elle dans les années 2000 et surtout 2010 qui voient voler en éclats les rêves de la fin de la guerre froide. L'Union doit évoluer pour devenir une actrice solide qui sache défendre ses valeurs et ses intérêts. L'enjeu pour elle est de garder sa pertinence, de ne pas devenir une coquille vide. Mais elle doit garder son âme aussi, être à l'avenir un facteur de paix et de sécurité, et défendre ses valeurs cardinales que sont la démocratie, l'État de droit et les droits de l'Homme.

Peut-être qu'une quatrième période historique post-1945 pourra voir le jour d'ici environ une génération (ou moins on l'espère) et transmettre au niveau de la gouvernance globale le génie de l'ADN de la construction européenne, projet incroyable de réconciliation et d'union sans cesse en quête de l'intérêt commun. Le monde a absolument besoin de cette perspective. Espérons que d'ici là nous n'aurons pas causé d'irréversibles et gravissimes dégâts à notre planète terre.





## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

Gilles Grin

\* L'auteur est directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne et chargé de cours à l'Université de Lausanne.  
Il s'exprime en son propre nom et ses propos n'engagent pas ses institutions d'affiliation.  
Il adresse ses remerciements à Irina du Bois, Lucie Du Pasquier et Françoise Nicod pour leurs précieux commentaires.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

### NOTES

(Les liens internet ci-dessous ont été vérifiés le 25 février 2023)

<sup>i</sup> *Le Temps*, 7 février 2023, p. 4.

<sup>ii</sup> Traduction française par le Grand Continent du discours du chancelier Olaf Scholz devant le Bundestag réuni en session extraordinaire, 27 février 2022. Référence : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/02/28/le-jour-ou-la-politique-etrangere-allemande-a-change/>

<sup>iii</sup> Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et al., *The Limits to Growth*, Washington DC, Potomac Associates, 1972.

<sup>iv</sup> Gilles Grin, *Construction européenne : la révolution d'un continent*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Collection débats et documents, no 21, juin 2021. Cet ouvrage est co-lauréat du Prix du livre « Mieux comprendre l'Europe » 2022 et a été traduit en anglais : Gilles Grin, *European Integration: A Continent in Revolution*, Lausanne, Jean Monnet Foundation for Europe, Debates and Documents Collection, issue 24, April 2022.

<sup>v</sup> Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, London, Hamish Hamilton, 1992.

<sup>vi</sup> « Une étude s'alarme d'un recul de la démocratie dans le monde en 2021 », *Le Temps*, 10 février 2022. Référence : <https://www.letemps.ch/monde/une-etude-salarme-dun-recul-de-la-democratie-monde-2021>

<sup>vii</sup> Freedom House, *Freedom in the World 2022*, pp. 4, 26. Référence : [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW\\_2022\\_PDF\\_Booklet\\_Digital\\_Final\\_Web.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf) Voir aussi : *Résolution du Parlement européen du 18 janvier 2023 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière – rapport annuel 2022*, p. 9, point 4. Référence : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0011\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0011_FR.pdf)

<sup>viii</sup> Site de Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerres\\_de\\_Yougoslavie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerres_de_Yougoslavie)

<sup>ix</sup> Gilles Grin, « Défense européenne et relations transatlantiques », in : Gilles Grin et al. (dir.), *Relations transatlantiques face aux défis du monde global*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Paris, Economica, coll. « Cahiers rouges », 2015, pp. 111-140.

<sup>x</sup> Site de l'OMC : [https://www.wto.org/english/thewto\\_e/whatis\\_e/tif\\_e/org6\\_e.htm](https://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/org6_e.htm)

<sup>xi</sup> Site des Nations Unies : <https://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>

<sup>xii</sup> Site de Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nord\\_Stream](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nord_Stream)

<sup>xiii</sup> Site de l'Institut Jacques Delors : <https://institutdelors.eu/publications/methode-intergouvernementale-ou-methode-communautaire-une-querelle-sans-interet/>

<sup>xiv</sup> G. Grin, *Construction européenne*, op. cit., pp. 152-163.

<sup>xv</sup> Définition de Wikipédia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Empire>

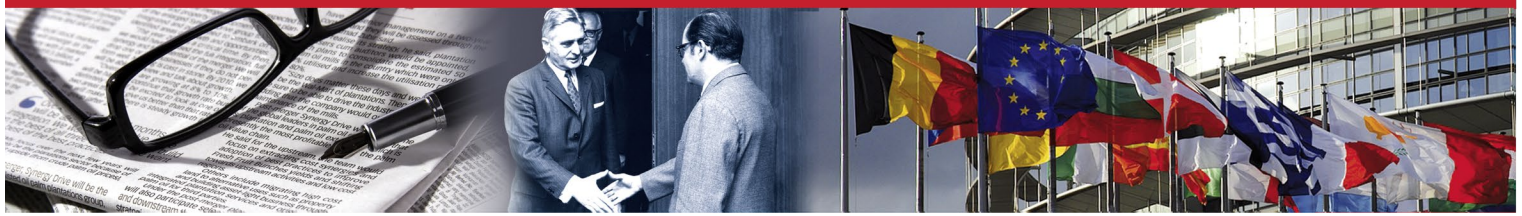
<sup>xvi</sup> <https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20221225-chine-russie-une-relation-plus-forte-%C3%A9conomiquement-mais-qui-reste-imparfaite>

<sup>xvii</sup> <https://www.vie-publique.fr/en-bref/287606-guerre-en-ukraine-une-9e-serie-de-sanctions-de-lue-contre-la-russie>

<sup>xviii</sup> « The world's most, and least, democratic countries in 2022 ». *The Economist*, 1<sup>er</sup> février 2023. Référence : <https://www.economist.com/graphic-detail/2023/02/01/the-worlds-most-and-least-democratic-countries-in-2022?fsrc=core-app-economist>

<sup>xix</sup> *SIPRI Yearbook 2022: Armaments, Disarmament and International Security – Résumé en français*, p. 10. Référence : [https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-10/yb22\\_summary\\_fra.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-10/yb22_summary_fra.pdf)

<sup>xx</sup> Joschka Fischer, « L'Europe s'est transformée », *Le Temps*, 26 janvier 2023, p. 8.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°2 | Mars 2023

- xxi *Ibidem*.
- xxii <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107>
- xxiii Voir le site de l'OBR britannique (Office for Budget Responsibility) : <https://obr.uk/forecasts-in-depth/the-economy-forecast/brexit-analysis/>
- xxiv <https://www.statista.com/statistics/987347/brexit-opinion-poll/>
- xxv Site du FMI : <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2021/12/15/blog-global-debt-reaches-a-record-226-trillion>
- xxvi Interview dans *Le Temps*, 1<sup>er</sup> février 2023, p. 14.
- xxvii Voir les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies (GIEC) : <https://www.ipcc.ch/reports/>
- xxviii Aline Bassin, « La dangereuse tentation de commercer entre « amis », *Le Temps*, 21 janvier 2023, p. 13.
- xxix « Emmanuel Macron et Olaf Scholz appellent à renforcer la « souveraineté » de l'Union européenne ». *Le Monde*, 20 janvier 2023.
- xxx Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, lettre d'information no 838, 16 janvier 2023.
- xxxi Frank Renggli, « Une contribution allemande à l'ordre européen en gestation : les propositions Schäuble-Lamers sur l'Europe à noyau dur », *Relations internationales*, no 90, été 1997, pp. 239-256. On trouve aussi ce point de vue, parmi les positions récentes, dans le livre d'un ancien président français : François Hollande, *Bouleversements*, Paris, Stock, 2022.
- xxxii Élysée, *discours du président de la République*, 9 mai 2022. Référence : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-19623-fr.pdf>
- xxxiii *Ibidem*.
- xxxiv Zbigniew Brzeziński, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997.
- xxxv *Note d'Alger*, 5 août 1943, Lausanne, Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, AME 33/1/2.